



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

30-08-2017

Rapport au Bureau National du 30 août 2017

Chers camarades,

Notre Bureau National de rentrée doit nous permettre d'avoir un large débat sur l'actualité politique et surtout l'activité que nous devons mettre en œuvre face à l'accélération de la casse économique et sociale.

Les derniers chiffres du chômage (plus 35 000 chômeurs en juillet), démontrent l'ampleur des conséquences sociales que cette politique génère. Un seul secteur : dans l'industrie 530 000 emplois ont disparu en 10 ans, la production industrielle a reculé de 10 % depuis 2007.

Rappelons que pour l'élection de Hollande il fallait « chasser Sarkozy », et pour Macron, il fallait battre le Front National et à chaque fois les partis politiques ont choisi « le moindre mal » qui se traduit aujourd'hui par une austérité accrue, une accélération des mesures prises à l'encontre des intérêts des travailleurs et du peuple.

Macron avait annoncé son programme : poursuite de la casse du code du travail, des services publics, économies budgétaires, privatisation des entreprises publiques, baisse de la fiscalité des entreprises, exonération des cotisations sociales, hausse de la CSG, renforcement du capitalisme européen, tout cela (et j'en passe) était au programme

de Macron avant les élections, c'est ce qu'il met en œuvre aujourd'hui. C'est le copié collé des revendications du Medef et Gattaz se réjouit.

Le Medef tient ses « universités d'été » jusqu'à jeudi, date à laquelle le gouvernement doit faire connaître le contenu des ordonnances sur la casse du code du travail.

Ce n'est pas une coïncidence si une quinzaine de ministres vont participer à ces universités d'été, ils viennent chercher les ordres pour mettre la touche finale à la casse du code du travail mais ils viennent aussi chercher les directives concernant toute la politique à mettre en œuvre dans les mois qui viennent.

Cette politique est entièrement consacrée au développement du profit capitaliste, à l'exploitation plus dure du travail salarié : baisse constante du « coût du travail », baisse des pensions de retraite, des allocations, remise en cause de la protection sociale (chômage-logement-retraite-maladie). Macron donne le ton aujourd'hui lorsqu'il déclare avec dédain : « les Français n'aiment pas les réformes, il faut donc transformer le pays en profondeur ». C'est ce que propose le Medef, rien ne doit échapper au profit capitaliste, après le « j'aime l'entreprise » de Valls lorsqu'il était premier ministre de Hollande on a droit aujourd'hui à « nous devons être les amis de la finance » de Bruno Lemaire. Même discours, même politique, celle du capital.

Le profond mécontentement que nous avons constaté lors des élections présidentielles et législatives avec leurs taux d'abstentions records, le nombre historiquement élevé de bulletins blancs, le niveau constant des luttes sociales, est toujours bien réel. Les sondages réalisés dernièrement sont une indication, ils notent le rejet de la politique actuelle et à venir.

Les luttes ne peuvent que se développer, les illusions sont de plus en plus éphémères, le pouvoir capitaliste s'use de plus en plus vite au gré de la politique qu'il applique.

Les manœuvres vont bon train pour tenter de manipuler l'opinion, car il y a une chose dont le pouvoir a peur : c'est la lutte. Il tente donc de l'éviter par des manœuvres comme celle qui consiste à faire croire que le pouvoir d'achat va augmenter en supprimant les cotisations sociales. Il faut que l'on s'exprime sur le sujet, sur ses conséquences car aucun parti ne le fait. Il faut rappeler que les cotisations sociales c'est du salaire et que ce salaire est mis dans un pot commun qui s'appelle

Sécurité Sociale avec toutes ses protections pour faire face aux aléas de la vie et pour assurer une retraite aux travailleurs. Si cette part de salaire est supprimée c'est toute cette protection sociale qui va disparaître au profit d'assurances privées, le grand rêve du Medef.

Autre manipulation du pouvoir concernant le travail détaché : Macron déclare modifier le statut des travailleurs détachés au nom du « travail égal-salaire égal » alors que dans le même temps il casse le code du travail en France et soumet le droit de négocier les salaires, le temps de travail au seul choix des patrons. Et dernièrement Bruno Lemaire en rajoute en faisant croire que le pouvoir d'achat des Français va augmenter de 1 milliard grâce au crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) dont on sait très bien que ce cadeau aux patrons ne sert qu'à gonfler les profits. Il n'y a pas un parti politique hormis le nôtre pour dénoncer de telles fumisteries.

Le niveau des luttes va donc être, mais ce n'est un secret pour personne, déterminant dans la période qui vient.

Le mécontentement est profond, les luttes sociales doivent se développer, s'exprimer plus fort. Le pouvoir capitaliste veut transformer le pays en profondeur, nous aussi mais on veut en chasser le capital. Mais cette perspective doit prendre racine dans la classe ouvrière et dans les luttes, nous connaissons les difficultés et les obstacles à franchir. Les luttes doivent nous aider à développer les idées révolutionnaires que nous portons. Nous savons que la droite qui a explosé ainsi que le Parti Socialiste et ses alliés, le Front National que le capital a rendu très discret ne peuvent le faire parce qu'ils ont soutenu et soutiennent encore la politique d'aujourd'hui.

Le Parti Communiste Français, également et curieusement discret cherche à nouer des « alliances nouvelles » avec ce qu'il reste du PS, des écologistes ainsi qu'avec la « France insoumise » que Mélenchon revendique comme étant la seule opposition au pouvoir. L'objectif étend d'être le chef de file des mécontents afin de maîtriser les luttes pour mieux les dévoyer à un moment où elles vont se développer. Nous avons démontré et il faut continuer à le faire que Mélenchon ne s'attaque pas au capital, il veut en gérer les conséquences et négocier avec lui le « partage des richesses ». Ce que nous proposons c'est que l'ensemble des richesses reviennent au peuple, servent à satisfaire les énormes besoins sociaux, mais pour cela il faut qu'elles soient gérées par le peuple, il faut la lutte pour en enlever la maîtrise au capital.

On entend dire en ce moment que la croissance a augmenté de 0,5 % au deuxième trimestre, ce qui veut dire que le produit intérieur brut qui représente la masse des richesses créées à évoluer de 05 %. Ces richesses atteignent ou vont atteindre cette année 2200 milliards d'euros, elles sont toutes accaparées par le capital alors qu'elles sont créées par le travail.

Les profits des multinationales ont explosé au premier semestre, les augmentations vont de 12 à 96 %. 33,5 milliards de dividendes ont déjà été distribués en six mois aux actionnaires, c'est considérable, les journaux économiques annoncent 2017 comme étant une année record.

Les mesures Macron vont encore accentuer cette chasse au profit. La fiscalité des entreprises va passer de 33 à 25 % soit 11 milliards de cadeaux supplémentaires aux patrons. Les exonérations de cotisations sociales se poursuivent, le CICE va être amélioré.

Dans le même temps nous avons vu que l'austérité va s'aggraver, les acquis détruits, le droit du travail supprimé, les libertés publiques attaquées. Voilà la politique du capital, elle est inconciliable avec les intérêts du peuple. Il ne peut y avoir d'arrangement, de partage, d'entente, de compromis avec le capital. Il faut que l'on continue à en faire la démonstration partout où nous sommes, dans tous nos débats.

Plus nous serons présents dans les luttes avec les travailleurs, plus nous avancerons nos propositions et plus la perspective révolutionnaire sera comprise.

Voyons bien que déjà, la bourgeoisie prépare la relève à Macron et son équipe car ils sont déjà en difficulté pour appliquer les directives du capital. La recomposition politique bat son plein, à droite, le PS, le Front National, les Verts, le Parti Communiste Français, Mélenchon, tout ce petit monde réfléchit déjà trois mois après les élections à construire une nouvelle équipe pour servir les intérêts du capital.

Du côté des syndicats, la CFDT est égale à elle-même, championne des « réformes » prônées par le patronat dont elle est la fidèle courroie de transmission. FO déclare attendre le contenu des ordonnances pour décider d'actions possibles. La CGC se prononce contre les ordonnances, les catégories de salariés qu'elle défend sont visées au même titre que l'ensemble des travailleurs. Seule la CGT rejette toute nouvelle attaque contre le droit du travail, elle a appelé dès le mois de

juin à une journée interprofessionnelle de grèves et de manifestations le 12 septembre.

Une réunion de l'organisation doit avoir lieu cette semaine pour décider de la suite à donner au 12 septembre. Philippe Martinez le reconnaît, le mécontentement est profond il faut en tenir compte...

Vu l'ampleur de l'attaque généralisée du capital dans tous les secteurs, les luttes vont s'amplifier, nous devons être présents partout pour apporter nos explications, nos solutions politiques, démontrer que l'argent existe pour faire une autre politique au service du peuple. Nous le faisons déjà bien sûr mais en cercle encore trop restreint. Il ne faut pas hésiter à élargir nos réunions, inviter largement. Cette rentrée politique est inédite : trois mois après son élection Macron est en chute libre dans les sondages, les luttes n'ont pas cessé depuis le début de l'année et il y a longtemps qu'une initiative de grèves et de manifestations a été prise dès la rentrée.

Les conditions d'une mobilisation importante des travailleurs existent, nous allons y prendre toute notre part mais il faut y apporter nos positions politiques parce qu'elles vont être déterminantes. Croire au partage des richesses est un leurre, un piège qu'il faut déjouer. C'est pour cela qu'il faut débattre dans les départements, développer nos propositions, tenir des réunions avec toutes celles et ceux qui nous écoutent, les adhérents bien sûr mais aussi celles et ceux avec qui nous avons des contacts réguliers. La période qui vient peut-être le début d'une mobilisation plus importante, il faut y engager toutes nos forces.

Le secrétariat propose que des réunions aient lieu dans tous les départements où nous sommes présents car il est essentiel de faire de la politique pour bien comprendre la situation actuelle et les moyens d'en sortir. Aller à l'essentiel ne pas se laisser entraîner dans les détails de telle ou telle mesure. Le capitalisme c'est la politique à combattre, il faut démontrer sa cohérence pour mieux la comprendre et marteler nos propositions. Nous disons souvent, les luttes sociales sont importantes car elles freinent le capital mais ne le suppriment pas. La lutte politique, l'engagement politique est indispensable pour changer la société.

Pour faire comprendre cela, il faut le débat politique. C'est pour cette raison que des rencontres, des réunions régulières doivent avoir lieu, rien ne remplacera l'engagement militant. Le frémissement de la

mobilisation que nous percevons doit nous permettre d'engager ce débat : **quelle perspective politique ? Quelle société pour demain ? Comment y parvenir ?**

On a vu les partis qui veulent récupérer le mécontentement, mener le peuple dans une impasse en créant des illusions, c'est pour cela qu'il ne faut rien lâcher sur le fond de nos explications, aller à l'essentiel. Nous ne savons pas ce que peut devenir le mouvement social qui s'annonce, mais ce que nous savons c'est que la mobilisation de toutes nos forces va être déterminante.

Nous avons du matériel pour aborder cette rentrée. Le tract est prêt, il a été envoyé aux membres du Comité National, il faut pousser à une diffusion de masse de ce tract qui va nous permettre de reprendre contact avec les travailleurs. Notre journal va paraître après notre Comité National du 23 septembre, cela va nous permettre de faire le point sur la mobilisation sociale et notre activité dans les départements. N'oublions pas notre objectif de renforcement, il ne faut pas hésiter à poser la question de l'adhésion, nous le faisons tous mais trop rarement.

Nous avons tenu le site de notre parti pendant toute la période des congés en essayant de coller au mieux à l'actualité, et nous avons également notre initiative en novembre sur l'anniversaire de la révolution russe. Nous publions maintenant toutes les semaines un article sur le sujet et on se rend bien compte de la pertinence de ces articles vu la vague d'anticommunisme qui se développe à l'approche de cet anniversaire.

On se rend mieux compte aujourd'hui de l'importance de l'existence de partis révolutionnaires dans le monde, la situation internationale ne cesse de se dégrader, l'impérialisme, ses concurrences internes génèrent des tensions, des conflits et des guerres dont le niveau n'a jamais été atteint puisque tous les continents y sont confrontés.

On ne sait pas ce que peut devenir la situation au Venezuela mais il est clair que le pouvoir américain veut reprendre la main sur tous les pays d'Amérique latine qui lui échappent. La situation en Asie s'aggrave également, les manœuvres militaires entre l'armée américaine, le Japon, la Corée du Sud dirigées contre la Corée du Nord génère année après année des tensions de plus en plus vives et met en danger les peuples de la région. Ces tensions existent partout, le continent africain dont les perspectives de développement sont énormes fait l'objet d'une

concurrence inter impérialiste acharnée. La situation au proche et Moyen-Orient également, bref, on assiste à un redécoupage du monde et de ses frontières au nom du profit capitaliste et ce sont les peuples qui souffrent. Nous voyons bien toute l'importance et l'influence qu'a eue URSS en son temps et les partis révolutionnaires disparus en même temps.

Bien sûr nous évoqueront toute cette période à l'occasion de l'anniversaire de la révolution russe pour bien faire comprendre la situation internationale d'aujourd'hui. Quelles en sont les causes et les conséquences.

Pour terminer sur le sujet de la révolution russe, notre affiche est sur le site, elle est disponible à la vente (10 €), les réunions dans les départements vont permettre sa diffusion, n'attendons pas le mois de novembre pour la proposer aux adhérents et sympathisants.

Ce mois de rentrée va donc être riche du point de vue de notre activité. Le prochain Comité National du 23 septembre fera le point sur notre état de mobilisation, d'ici là il ne faut rien manquer des luttes, réunir nos forces dans les départements, diffuser massivement le tract, faire connaître notre initiative de novembre sur l'anniversaire de la révolution russe. Beaucoup de travail en perspective, mais la situation politique l'exige.